L'Anarcho-syndicaliste n°87
juin 1969
Union des Anarcho-Syndicalistes

NI CORPORATISME, NI CONTRAT DE PROGRÈS!

De Gaulle est battu, ses réformes repoussées; et maintenant?

Ce référendum de 69, qu'on s'en souvienne, avait été annoncé par De Gaulle en Mai 68. Il avait alors été balayé par l'action directe des étudiants et travailleurs, il n'avait pu avoir lieu. Il n'y a pas de démonstration plus claire: la véritable réponse de la classe ouvrière à un référendum, c'est l'action directe.

En Mai 68 les appareils politiques et syndicaux ne voulaient, pas la révolution: mais en annonçant un référendum-plébiscite en pleine crise de Mai, De Gaulle était allé trop loin. Il proposa alors des élections législatives, et là, pour faire "voter à gauche", les appareils ont pu expliquer qu'il fallait rentrer dans l'Ordre. Puis il y eut Grenelle, puis Tilsitt...

Nous disons que les directions ouvrières se refusant de répondre par l'action directe à l'offensive gaulliste, en démobilisant la classe ouvrière, ont permis à la bourgeoisie de situer la lutte sur le terrain choisi par elle, celui-qui lui est favorable, le suffrage universel.

Est-ce à dire que ce référendum n'avait aucune importance, aucune signification, que les travailleurs n'étaient pas concernés? La question posée était de savoir si les syndicats seraient intégrés à l'Etat de la Région au sénat, sans oublier l'intégration à l'entreprise. Il ne s'agissait pas de désigner un Président de la République, ou de donner une délégation de pouvoir à des députés.

Dans la mesure de nos possibilités nous avons demandé à nos syndicats de se prononcer pour le NON! Nous l'avons fait en anarchistes, c'est-à-dire en soulignant que ce NON ne pouvait en aucun cas signifier l'acceptation du verdict électoral, qu'il signifiait le refus des syndicats de participer aux structures corporatistes, quels que soient les résultats du référendum.

C'est ce qu'exprimait clairement un texte du 1er mars adressé à l'*Ecole Emancipée* par Salamero, Hébert et Mahé, qui disait:
"Les organisations syndicales à tous les échelons doivent répondre Non au référendum. Ce Non aura comme signification l'engagement des militants et responsables de toutes tendances de refuser en quelque circonstance que ce soit de participer aux assemblées régionales, au sénat corporatif et à toutes les stuctures mises en place dans le cadre du corporatisme".

C'est ce que développait Salamero au congrès confédéral Force-Ouvrière, e en ces termes: *"La confédération, à tous les niveaux, doit s'engager pour dire clairement non seulement, Non au référendum, mais aussi et surtout pour dire non à toute forme de participation des militants aux assemblées régionales et au Sénat, ainsi qu'à toutes les structures mises en place pour instaurer l'ordre corporatiste. Pour vous, le non au référendum ne se justifie que nans la mesure où il a sa suite logique dans le refus de participer, et cela, quel que soit le résultat de la consultation".*

Nous avons considéré comme positives les positions prises tant par la confédération F.O. - *"Pour ce qui est de l'engagement du syndicalisme dans les responsabilités nationales, le congrès estime qu'il doit s'arrêter aux frontières du législatif et réaffirme qu'en aucun cas, les organisations F.O. ne sauraient participer à des organismes de type corporatiste"* - qu'à la F.E.N. - *"Fidèle au principe fondamental de l'indépendance syndicale, la FEN prend l'engagement d'oeuvrer, quelle que soit l'évolution de la situation, pour que les centrales syndicales soient unanimes à refuser et à combattre l'intégration du syndicalisme à l'Etat et à l'entreprise qui demeure l'un des objectifs essentiels du Pouvoir".*

Il serait risible de dire qu'en prenant cette position nous nous sommes associés à on ne sait quel Front du

Non.... Il n'existe d'ailleurs pas de Front du Non. Et ceci nous amène à observer ce que signifie réellement la défaite de De Gaulle.

Elle signifie le rejet du Gaullisme par les travailleurs, elle signifie le refus du corporatisme par une majorité des réformistes, elle signifie aussi qu'une partie de la bourgeoisie n'ose pas suivre De Gaulle dans son intention d'instaurer les structures du fascisme en France.

Est-ce à dire que les problèmes du sous-emploi, du pouvoir d'achat, de l'agriculture, de l'Université, les graves problèmes économiques qui étreignent le capitalisme français se trouvent résolus au lendemain du référendum? Aucunement; et par conséquent la solution qu'envisageait De Gaulle pour museler la classe ouvrière et qu'il appelait la "Participation" est elle définitivement repoussée?

Peut-être sous la forme même que proposait De Gaulle au référendum (encore qu'un putch fasciste reste toujours possible dans la mesure où la classe ouvrière n'est pas mobilisée). Mais, outre que le parti gaulliste sera probablement majoritaire dans quelques semaines, le rôle assigné aux syndicats par les Mitterand, Deferre, Marchais et Waldech Rochet dans leurs récentes déclarations témoignent de la permanence du danger. La CGT et la CFDT revendiquent leur participation à un progromme commun des partis de gauche.

Si nous nous sommes battus contre la participation gaulliste, nous n'accepterions pas davantage une participation à la Wilson sous l'égide d'un gouvernement dit "démocratique et populaire". Ni corporatisme, ni "contrat de progrès"!

Fidèles à leurs principes, les anarcho-syndicalistes de 1969, comme ceux de 1906 à Amiens, lutteront pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis, et vis-à-vis de l'Etat.

PLATE-FORME D’ACTION THEORIQUE ET PRATIQUE EN MILIEU ETUDIANT...

QUAND LES TRAVAILLEURS TRAVAILLENT , QUAND LES ETUDIANTS ETUDIENT, LES EXPLOITEURS EXPLOITENT.

(Cette plate-forme est le fruit des réflexions d'un groupe d'étudiants)

Préambule:

Avant Mai, nous condamnions déjà l'U.N.E.F., tant sur le plan national que sur le plan local, quelles que fussent les tendances politiques qui, par le hasard des Assemblées générales, se trouvaient à sa tête.

L'U.N.E.F. était déjà condamnée dans les faits parce qu'elle entendait défendre effectivement les intérêts de l'ensemble des étudiants, c'est-à-dire faire le jeu de l'université de classe, en facilitant la promotion des futurs bourgeois à qui échoiront les rôles de domination, d'encadrement, de contrôle et de répression.

L'hétérogénéité du milieu étudiant fait que l'intérêt de l'ensemble des étudiants ne peut dépasser le plus abject corporatisme.

L'U.N.E.F. n'a jamais pu être utilisée dans ses tructures pré-établies (A.G.-Corpos) parce qu'elles provenaient d'une analyse fondamentalement fausse du milieur étudiant: l'UNEF n'a jamais été et ne pourra jamais être un syndicat de masse.

Le seul syndicat étudiant susceptible d'être un allié de la classe ouvrière ne peut être que le syndicat des étudiants qui ne vivent pas dans le devenir de leur promotion sociale.

En MAI, la réalité imposa à l'A.G.E.R. des structures informelles qu'elle ne pouvait prévoir et qui permirent l'action effective et réelle de minorités radicales. Elle servit de base de ralliement aux jeunes travailleurs, étudiants, lycéens, lumpen-prolétariat qui entendaient se battre contre le pouvoir.

Jusqu'à présent, l'A.G.E.R. "réorganisée" sur la base des Comités d'Action (structures créées de toutes

pièces) n'est qu'un tour de passe-passe qui n'a été et n'est que le champ clos d'affrontements stériles (annihilant les luttes réelles) entre groupuscules messianiques. Ceux-ci fusionnent pour la conquête d'un pouvoir factice, et s'atomisent pour la définition d'une ligne politique commune.

En définitive, ils n'ont d'autre pratique que celle de recruter pour leur parti qui n'existe que dans leur pensée.

Se refusant à toute analyse concrète, ils essaient de retrouver dans des textes, choisis de Lénine, de Trctsky, de Mao et consort les passages paraissant s'appliquer à la situation dans laquelle ils se trouvent, quand ce n'est pas pour les étudiants staliniens français du P.C.F. de lier tout mouvement à une bureaucratie contrôlée par les saboteurs de la Grève Générale de MAI-JUIN.

1- SECTEUR UNIVERSITAIRE:

a- A.G.E.R. - U.N.E.F.:*A.G.E.R. : Assemblée Générale des Etudiants Rennais. (U.N.E.F.)*

- Considérant que vouloir à tout prix conserver l'enveloppe (A.G.,C.A.) issue de Mai, en période de récession des luttes, c'est réduire l'A.G.E.R. à un cénacle, son activité n'étant plus conditionnée que par l'entente ou l'affrontement des militants des diverses tendances qui cherchent à la monopoliser dans le but d'étendre leur influence.
- Considérant d'autre part que l'utilisation de l'A.G.E.R. offre un certain nombre de facilités matérielles et une protection face au pouvoir.

Nous proposons:

- Que l'AGER soit mise à l'entière disposition de toutes les tendances, voire à celles ayant vocation groupusculaire, afin qu'elles puissent y trouver les moyens qui leur manquent pour développer leur propre activité révolutionnaire. Nous le proposons d'autant plus aisément que nous avons la certitude que la pratique des groupuscules, séparée de la réalité, entraînera leur disparition.
- Nous exigeons la souveraineté de l'Assemblée Générale tendant à la démocratie directe et à une autogestion des luttes.

L'Assemblée Générale devra se réunir sur des questions concrètes, en dehors de tout prétexte juridico-conjoncturel, et ne plus être la foire exposition des commis-voyageurs en idéologie révolutionnaire.

Il s'agit de donner des réponses concrètes par une pratique effective.

Chaque tendance se doit de mettre en pratique sa pensée (si elle en a une) sans aucune censure d'un quelconque sacro-saint appareil responsable.

b- Luttes universitaires:

- Considérant que l'Université est un secteur de l'économie capitaliste et qu'elle ne tendra jamais qu'à s'adapter aux besoins du système; en tant que telle elle sera soumise aux contradictions du système, donnant ainsi prise à notre intervention.
- Considérant que l'Université est à la fois le lieu où sont distillées les idées du pouvoir et les techniques liées au pouvoir de ces idées; et celui où l'étudiant est initié aux sciences sacrées qui lui permettront avec ses congénères exploiteurs de dominer dans le cadre de la société bourgeoise.
- Considérant que la confrontation de la pensée de la Révolution et de celle de la bourgeoisie réglera, en la paralysant, son compte à l'Université.

Nous n'avançons qu'un seul mot d'ordre:

SUBVERSION CRITIQUE, ce qui signifie à la fois, paralyser la pensée du pouvoir en amenant à l'Université des idées que le pouvoir ne peut pas tolérer, et paralyser le mode de recrutement de la classe bourgeoise.

Il est nécessaire:

- de dévoiler sans cesse la fonction idéologique de l'Université,
- de faire de l'information véritable,
- de mettre sur pied des contre-cours,
- d'empêcher la mystification du contrôle continu des connaissances,
- de saboter les assemblées pseudo-paritaire, chiens de garde du bon fonctionnement de l'Université au service du pouvoir, volet universitaire présenté par la Loi d'Orientation Edgar FAURE, de cette "participation" de type phalangiste proposée par le pître historique De Gaulle,
- de dénoncer d'une manière permanente la réaction sous toutes ses formes.

2- SECTEUR PARA (noïaque) UNIVERSITAIRE:

Considérant que tous les organismes para-universitaire ne sont rien d'autres que des instruments d'auto-régulation du système capitaliste, des fadaises dangereuse culturélo-sanitaires de Gauche (Gôche).

a- B.A.P.U.: *Bureau d'Aide Psychologique Universitaire (psychothérapie en milieu étudiant).*

- Considérant que les B.A.P.U. sont la réalisation en milieu étudiant du contrôle para-policier d'une psychiâtrie répressive dont la claire fonction est de maintenir la passivité de toutes les catégories exploitées dans le but de mieux les insérer dans le mode de production et d'échange capitaliste.
- Considérant que cette psychiâtrie ne sert qu'à mieux masquer l'exploitation, en réduisant les causes de tout conflit entre "individu-ordre établi" à une simple inadaptation de l'individu au système marchand.
- Considérant que cette psychiâtrie se refuse systématiquement à engager un procès global de la société capitaliste,
- Considérant que l'existence d'un B.A.P.U. est une menace pour tous les étudiants. Nous exigeons la fermeture de ce établissement honteux.

b- Planing familial:

- Considérant que le Planning n'est rien d'autre qu'une roublardise du pouvoir visant à émousser hypocritement tout conflit entre sexualité et capitalisme.
- Considérant que le Planning s'est efforcé de rendre la sexualité aussi ennuyeuse que le couple bourgeois.

Nous_exigeons la fermeture de ce établissement honteux.

c- Uni-club:

- Considérant que l'Uni-Club n'est rien d'autre qu'un Club-Méditerranée à l'usage des petits cons.

Nous_exigeons la fermeture de ce établissement honteux.

3- LIAISON ETUDIANTS-OUVRIERS:

Il s'agit ici de refuser les attitudes sentimentales ou romantiques, sous prétexte de profession de foi internationaliste.

Le romantisme historique est aussi la source de faux problèmes vieillots et sans intérêts: la tendance libertaire contre la tendance autoritaire, Lénine contre Staline, Marx avec Staline etc... L'histoire du mouvement ouvrier est l'histoire des révolutions ouvrières, pas celles des Ecoles plaquées sur ces révolutions. Ce qui importe, c'est de ne pas développer de ligne positive sans références continuelles à la critique en général, et principalement à la rigueur anti-idéologique.

Les analyses et contributions critiques passées ou récentes doivent être prises en considération (de Marx, Bakounine, Rosa Luxembourg, M. Reich, à l'Internationale Situationniste etc...) sous peine de gâtisme volontariste et activiste.

Il est possible pour un mouvement révolutionnaire appuyé sur des bases théoriques correctes de se donner les fondements d'une pratique directement en rapport avec la théorie. La nécessaire non-rupture pratique-théorie permet également de ne pas séparer la ligne traditionnelle du mouvement ouvrier dans son ensemble, des exigences nouvelles des luttes modernes. Il ne peut y avoir de rupture entre les luttes engagées contre le mode de production capitaliste et la révolte contre l'existence, de plus en plus abrutissante, amégagée par les spécialistes de l'organisation de la survie.

Aussi, nous estimons qu'il est urgent d'entreprendre des actions visant à renverser le mode de vie qui nous est imposé par le pouvoir (urbanisme, publicité, campagne de manipulation des foules de tout ordre etc...).

Considérant qu'une lutte perdrait toute radicalité si elle se limitait à l'Université, les étudiants ne peuvent être les alliés réels de la classe ouvrière qu'en développant leurs luttes à l'Université, ce qui passe nécessairement par le refus de la condition de futurs exploitateurs, et en portant les luttes à un point tel que le prolétariat reconnaîtra dans le mouvement étudiant son allié objectif.

En conséquence: il s'agit donc de refuser tout ouvriérisme bêlant, et de faire éclater le ghetto-oasis universitaire, en étendant nos misérables privilèges à tous, en imposant par exemple l'ouverture des Cités Universitaires aux jeunes travailleurs, et des Restaurants Universitaires aux ouvriers.

Alors, et alors seulement, nous mènerons en commun notre combat commun contre nos ennemis communs: notre bourgeoisie et toute minorité voulant se substituer à la classe ouvrière dans sa tâche révolutionnaire: "L'Emancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

4- SECTEUR INTERNATIONAL:

- Considérant que l'Internationalisme prolétarien ne se situe ni dans les textes, ni dans les discours, ni dans tout romantisme révolutionnaire véhiculé entre autres par les "posters" de "Che" GUEVARA ou autres badges à l'effigie de Mao,
- Considérant que l'internationalisme est l'union internationale réelle de luttes réelles,
- Considérant que l'ennemi international, c'est la bourgeoisie internationale et le stalinisme international,

Nous préconisons une concertation effective et politique entre les divers mouvements révolutionnaires non-staliniens (Zengakuren, etc...)

En conséquence , la meilleure contribution au développement des luttes internationales passe par la pratique révolutionnaire sur place. C'est ICI et MAINTENANT que nous combattrons notre bourgeoisie et toute minorité voulant se substituer à la classe ouvrière dans son projet de société sans classe. Car, les combattre chez nous, c'est créer une situation révolutionnaire en France, seule possibilité de déboucher sur une révolution internationale.

5- SECTEUR INTERSYNDICAL :

Les syndicats, réformistes ou staliniens, contrôlent encore une grande partie de la classe ouvrière, mais ne contrôlent pas tous les militants révolutionnaires ouvriers.

Nous devons donc, d'une part, selon les rapports de force locaux avec les bureaucraties syndicales, mener une politique intersyndicale visant à les amener à une pratique qui peut les dépasser.

D'autre part, par l'intermédiaire de Comités d'Action comme en Mai, établir une liaison étudiants-ouvriers révolutionnaires, syndiqués ou non. Nous préconisions également un rapprochement avec toutes les tendances nous ressemblant dans les syndicats (à l'Ecole Emancipée, ou ailleurs).

CONCLUSION:

Le refus de toute séparation, le développement des luttes dans un sens révolutionnaire, passent par l'élimination des actuels dirigeants des groupuscules ou bureaucrates (sans jamais bien sûr leur envisager une relève), et le remplacement de l'activisme et de la débilité théorique par le développement d'une stratégie théorique et pratique pour l'élaboration d'une organisation ayant mis fin aux organisations séparées et pratiques groupusculaires, et qui poursuit avec conséquence la réalisation internationale du POUVOIR ABSOLU DES CONSEILS OUVRIERS tel qu'il a été esquissé par l'expérience des Révolutions prolétariennes de ce siècle.

JOURNEE DE DISCUSSION:

Le 22 juin , rencontre de militants et synpathisants libertaires des réglons lyonnaises et méditerranéenne (à 15 km au nord de Valence.) Ecrire au plus tôt à AMIOT P. - 26 - Pont de l'Isère.

Ordre du jour prévu : le socialisme libertaire - les assemblées interprofessionnelles à la base, leur vie , leurs buts - les bulletins de liaisons...

CET ÉLECTORALISME QUI A FAIT TANT DE MAL...

Jamais aucune élection n'a résolu aucun problème essentiel et même le Front Populaire dont on se plaît à souligner les victoires n'aurait (comme tout Front des Gauches) abouti qu'au néant si les centaines de milliers de travailleurs en grève, n'avaient alors forcé la main au gouvernement réticent.

Seules l'action directe, la prise en main de leurs intérêts par les travailleurs eux-mêmes sauront leur donner la vraie victoire.

L'électoralisme est une duperie. Les sociaux-démocrates, Wilson et ses lois anti-grève, Thorez au temps du "retroussez vos manches" sont là, parmi tant d'autres pour le prouver. Le terrain électoral est le terrain de combat choisi par la bourgeoisie. Le vrai combat est ailleurs: dans l'usine, dans l'entreprise, dans nos syndicats.

Il s'agit de devenir majeurs, de ne pas déléguer nos pouvoirs (ou bien de pouvoir contrôler en permanence nos responsables). Tous les partis ont failli, tous ont essayé d'entraîner les syndicats-masses de manoeuvre, sur leur chemin, provoquant les cassures du monde syndical que l'on connaît.

Ignorons ces partisans, conservons l'indépendance des syndicats, première condition du retour à l'unité. Posons le vrai problème: celui de la révolution socialiste par la base.

Pompidou, Defferre ou Duclos, les voies sont différentes mais les résultats seront aussi médiocres pour les travailleurs. Pompidou consolide le système capitaliste, Defferre raccommode le système capitaliste libéral, Duclos installe la dictature des bureaucrates planificateurs, nouvelle classe dominante, accorde quelques miettes aux travailleurs en accélérant les cadences de production.

Le Socialisme n'est pas encore né, ce n'est pas en abdiquant nos pouvoirs dans les urnes, une fois tous les 7 ans, qu'on l'inventera. Le combat pour le socialisme est un combat à la base, de chaque jour.

C'est pourquoi, camarades, ignorons ces élections et préparons les vrais combats, ceux qui auront lieu dans quelques mois quel que soit le nouveau chef de de république bourgeoise, parce que la situation économique et sociale posera les problèmes réels au grand jour.

Et alors, l'amertume que ressentent beaucoup de militants révolutionnaires qui songent à mai 68 et vivent, en mai 69, cette nouvelle duperie où la majorité des travailleurs sera une nouvelle fois flouée, intoxiquée comme elle est par les partisans et les fonctionnaires syndicaux, sera dépassée.

P.S.: Et peut-être (je pose la question) n'est il pas mauvais qu'un de ces militants, Krivine - quoi qu'on puisse penser de l'idéologie qu'il défend et des moyens qu'il envisage pour la mettre en pratique - lance à la tête de dizaines de millions de spectateurs que "l'électoralisme est une farce, que les organisations dites "ouvrières" ne le sont pas, que le programme commun est impossible etc...".

Si nous pensons que la Révolution sera l'oeuvre de travailleurs conscients et libres et non d'une masse suiviste alignée derrière ses "chefs-qui-savent", il est bon que le plus extraordinaire moyen d'information qu'aucun militant révolutionnaire n'ait jamais rêvé d'utiliser serve à ouvrir les yeux d'une masse de travailleurs qu'une propagande à la petite semaine n'aurait jamais touchés. On peut en discuter. Quant aux résultats du vote, aucune importance, l'essentiel est que des questions soient posées et qu'ensuite on en débatte. Un esprit qui s'inquiète quand le doute s'introduit, c'est un esprit qui s'ouvre à tous les ferments libertaires. Le cap le plus difficile est franchi car c'est l'inertie et le conformisme qu'il nous faut vaincre avant de parler de Socialisme et de Liberté.

“LA RENOVATION PEDAGOGIQUE"

Une forme insidieuse de participation

(Texte, adopté par un groupe scolaire de Loire-Atlantique)

La nouvelle formule des Conférences Pédagogiques inovée cette année s'inscrit dans le cadre politique de la "Participation"; la Participation à l'Ecole faisant suite aux essais de Participation à l'Université auxquels se référent les artisans de la Participation sur le plan économique et social.

Cette offensive hypocritement baptisée "rénovation pédagogique" appelle les remarques suivantes:

1- Elle tend à remplacer les rapports Syndicats-Administration par des rapports entre individus et leur chef hiérarchique.

2- En décrétant cette année la nécessité d'une "Rénovation Pédagogique" essentiellement sur les méthodes d'enseignement le Ministère de l'Education Nationale veut accréditer la thèse, développée par le Pouvoir après Mai 68, selon laquelle l'Université serait un "grand corps sclérosé" dont certaines carences proviendraient de la manière de travailler des enseignants.

3 - En exigeant l'application systématique de méthodes dites "Actives" sans rien changer aux conditions actuelles de travail, l'Administration ne fait pas seulement preuve de démagogie, elle engage en réalité à un "non-enseignement" qui renforcerait la sélection des élèves au détriment des enfants des classes laborieuses. Il est d'ailleurs à noter que la "Rénovation Pédagogique" passe pudiquement sous silence le problème des débouchés des jeunes après l'école.

4- En fixant comme cadre des Conférences-Participations, les méthodes d'enseignement (vis-à-vis desquelles nous voulons garder toute liberté de choix et d'adaptation) l'Administration opère une habile manoeuvre de diversion, le véritable problème conditionnant les rapports enseignants-élèves étant celui des effectifs, des conditions matérielles d'enseignement, des créations de postes, c'est-à-dire des problèmes de financement et de budget.

EN CONCLUSION: L'application de méthodes pédagogiques est absolument conditionné par la réalisation préalable de conditions de travail pour l'amélioration desquelles les enseignants continueront à lutter dans leurs organisations syndicales indépendantes de l'Etat et de son administration.

AU CULOT DE LA CALOMNIE ...

Tous les bureaucrates, que ce soient ceux des syndicats, des partis ou d'ailleurs, ont un sacré culot.

En voici une preuve, ci-après. C'est la conclusion d'un tract du syndicat CGT Roussel UCLAF - Romainville (nous nous excusons, faute de place de ne pouvoir le citer plus longuement, le tout en vaut la peine).

En-clair, voici notre programme:

- Etablir des revendications unissant tous les travailleurs, les faire aboutir par des formes d'action unissant tous les travailleurs.
- Ni collaboration de classe (ni légalisme), ni aventurisme.

Ce sont les principes qui nous ont guidé depuis de nombreuses années. Ce sont ces principes que nous avons appliqués en mai-juin 1968, en établissant une plate-forme unitaire, en veillant à l'unité dans la lutte, en refusant de reprendre le travail trop tôt (le 4 juin, alors que Roussel proposait 3,50F garanti à la

conditionneuse et lâchait 4,02 le 10 !) en reprenant le travail le 15 juin d'accord avec 98% du personnel, en gardant nos forces intactes et refusant l'aventure...

Ce sont ces principes que nous continuerons à appliquer. Les travailleurs savent que la C.G.T. a dirigé la dure lutte de mai-juin 1968 sans esprit de compromis (contrairement à la C.F.D.T.) mais sans se couper de la majorité des travailleurs (contrairement à F.O.). Si ces principes sont les vôtres, votez pour les candidats de la C.G.T. le 17 avril 1969.

Notez...: Il s'agit des élections des délégués du personnel.

Mais le culot passe à la basse calomnie dans cet autre extrait du communiqué de l'Union Syndicale C.G.T. de la région parisienne (29 avril):

Une vaste provocation politique est ourdie contre la classe ouvrière

Dépités par la défaite qu'ils ont subie le 27 avril, redoutant par dessus tout l'union des forces ouvrières et démocratiques, les milieux réactionnaires et spécialement les "comités d'actions civique" se préparent, à l'ombre des dispositions prises par les groupes gauchistes, à faire dégénérer la manifestation de Paris en affrontement violent. Il s'avère une fois de plus que le gauchisme est au service des pires ennemis des travailleurs.

L'USRP-CGT décide d'annuler la manifestation de Paris.

Elle appelle tous les militant de la CGT a célébrer le 1er Mai dans l'unité au sein des entreprises, en réunissant les travailleurs y compris durant les heures de travail et en leur demandant, conformément à l'appel de la CGT, de soutenir le rassemblement démocratique qui s'impose.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.

L'Anarcho-syndicaliste n°160
octobre 2011
Union des Anarcho-Syndicalistes

DE L'USAGE DE LA DÉMOCRATIE AU PROCESSUS TOTALITAIRE ...

«J'ai vu de la lumière, des urnes et, hop je suis rentré voter et, je suis reparti».

Petit conte d'octobre, c'est pas la révolution, non mais partout à travers le pays on salut le «renouveau» de la démocratie !!! Le bon peuple peut enfin faire entendre sa voix! Et oui, c'est toujours ainsi. Il suffit de demander aux «gen » de passer par l'ume, pour que le mot «démocratie» soit scandé par les analystes politiques, les journalistes, les responsables politiques et le bon populo que l'on interview. Sous couvert de bonnes intentions on prépare le pire, c'est-à-dire l'inverse du processus démocratique: le processus totalitaire.

Car s'il suffisait de mettre une enveloppe dans une urne, alors 95% des Etats seraient démocratiques; en Chine, à Cuba, sous Staline en Russie, aujourd'hui dans les pays du Maghreb, d'Afrique noire, etc. on appelle également les citoyens à voter avec, certes, des modulations importantes dans le droit de vote.

Est-ce à dire que ces pays sont des pays démocratiques? Et bien, non, le geste de déposer un bulletin n'est pas le garant de liberté politique, de liberté syndicale ...

Les primaires socialistes, présentées comme une grande avancée, une nouvelle ère politique vers plus de libertés, vers plus d'écoute des citoyens, ne sont en fait que la version politique de la loi sur la représentativité syndicale, loi liberticide et totalitaire voulue par la CGT, la CFDT, la CGC, le Medef et le gouvernement de Monsieur SARKOZY. Bien sûr, il y a quelques variantes, ce n'est pas encore une loi qui oblige les partis à effectuer des procédures primaires avec des seuils minimums de participation: pas encore, mais déjà ce lundi matin, le responsable du PS sur le Finistère espère que cette pratique soit étendue. Le mot obligatoire n'a pas été prononcé, mais on sentait bien l'envie de mettre en place ce dispositif qui de fait et, «naturellement» éliminerait les petits partis de droite, de gauche et du milieu.

Les primaires voulues par le PS ont pour caractéristiques essentielles de faire désigner le candidat d'un parti par des citoyens qui ne sont pas adhérents de ce parti comme pour la loi sur la représentativité où les salariés non adhérents d'un syndicat votent pour des représentants du personnel mais opèrent également, par ce vote, une sélection des salariés qui pourront être désignés par leur syndicat en qualité de délégué syndical.

Le choix du délégué syndical est donc lié au vote des non-adhérents, voire même interdit si le double seuil des 10% n'est pas dépassé.

La logique de ces élections primaires, qui aura pour conséquence si elle est étendue voire imposée, est de réduire le nombre de partis politiques, les deux partis politiques restant en lice étant les deux faces d'une même médaille. Le système néolibéral sera donc bien protégé par son parti de «droite» et son parti de «gauche» comme cela se passe aux Etats-Unis.

Qui se souvient qu'un certain François MITTERRAND avait qualifié de coup d'état permanent l'élection directe au suffrage universel du Président de la République voulue par le Général De Gaulle, pour ensuite, s'en satisfaire? La logique de cette élection portait déjà en germe l'élimination des partis politiques au bénéfice de l'homme (ou la femme) providentiel.

Petit à petit, la logique totalitaire s'installe doucement sans faire de bruit...

Une raison de plus pour nous, militants syndicalistes libres et indépendants, militants anarcho-syndicalistes, de nous organiser et faire entendre notre voix par la rue, la grève. Car il n'y a rien de bon à attendre des urnes et la nécessité de rétablissement d'un rapport de force puissant est aujourd'hui comme hier la seule vraie solution pour la classe ouvrière.

Marc HEBERT

ABROGER LA LOI DU 4 JANVIER 1973, EN FRANCE ABROGER LE TRAITÉ DE MAASTRICHT...

La troïka AUBRY, HOLLANDE, MONTEBOURG, s'est ingéniée à se surpasser pour nous expliquer comment ils envisagent de rembourser «la dette».

Mais de quelle dette parlons-nous? Il est bien entendu que la seule véritable dette contractée par l'Etat français est celle à l'égard du régime général de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage et de la retraite.

Curieusement, la propagande d'Etat avec son cortège d'experts - troïka comprise - garde sous silence cette énorme dette qui est seule responsable de la détérioration des soins, des indemnités chômage et des retraites, dans notre pays.

Par contre, en ce qui concerne la dette produite par la dictature de droit régalien et du dollar - expression de la domination de l'impérialisme des USA - il faut bien constater que tout ce beau monde de droite, de gauche et du centre, avec les syndicats subsidiaires CGT et CFDT, nous rebattent les oreilles avec la défense du système capitaliste au plan international, en proposant les «solutions» pour l'améliorer (le «réguler», comme ils disent).

C'est ainsi que la troïka propose une «gouvernance» renforcée de l'Union Européenne, au détriment des droits des Etats-nations, pour mieux appliquer le remède à ce système monstrueux qui déplace, délocalise, licencie des millions de travailleurs et dont le seul objectif est d'aligner les conditions de travail et les salaires du Canada à l'Indonésie, en passant par l'UE, l'Inde et la Chine.

Rappelons que, déjà, Jacques DELORS puis Manuel BARROSO ont essayé, il y a une vingtaine d'années, d'imposer, en France, la législation des pays des ressortissants de l'UE, comme celle, par exemple, du Portugal pour les emplois de service en France.

C'est pour cette raison que, depuis janvier 1973, le gouvernement français a répondu présent au diktat de l'impérialisme américain de rembourser le plan Marshall à son profit. En empruntant exclusivement auprès des banques privées, le gouvernement a engendré un processus qui a abouti à ce monstre qu'ils appellent «la dette».

Car s'il n'y avait pas emprunt auprès des banques privées, il n'y aurait pas «dette»!

Cette politique a été suivie par l'UE également avec son aboutissement maastrichien. Par exemple, pour la deuxième fois depuis 2008, l'UE remplit les caisses des banques privées, seules bénéficiaires des emprunts des Etats et, par là-même, de leurs dettes dites «souveraines». Ces mêmes banques déversent à leurs actionnaires 40% de leurs profits: c'est la spéculation usurière du néolibéralisme.

Polluer les mots pour imposer de plus en plus de productivité...

- La dette, définition du Larousse: «somme d'argent que l'on doit à quelqu'un à qui on l'a empruntée». Une question s'impose: à qui doit-on rembourser... la dette?
- A la place d'allocataire, on nous dit «client»...
- Au lieu de négociation, on nous parle de «dialogue social» ou de «concertation»...
- Au lieu de la lutte des classes, on nous prône la «participation dans l'entreprise» au nom du «bien commun»...etc.

Pour combattre aujourd'hui, il faut se réapproprier les mots parce qu'ils correspondent aux réalités qu'affronte la classe ouvrière.

Les militants du mouvement ouvrier, partout où ils sont, doivent, avec les travailleurs, élaborer les cahiers de revendications, renverser la tendance qui dure depuis plus de 30 ans - quand les exigences du patronat mettent en cause les acquis de la classe ouvrière - , provoquer le coup d'arrêt aux revendications patronales, des négociations dans les entreprises, dans les usines, dans la fonction publique, pour l'augmentation prioritaire des salaires et, par là-même, celle du salaire différé, c'est-à-dire la part payée par le salarié et la part payée par le patron.

Ces cahiers de revendications et la mobilisation de la classe ouvrière permettront de donner un sens et une conscience lors des révoltes salutaires et inévitables qui se propagent, aujourd'hui partout en Europe, et qui doivent balayer les bureaucrates syndicaux et la troïka de gauche comme de droite.

Il n'y a que ce mouvement là qui puisse permettre, par la lutte des classes, l'abrogation de la loi du 4 janvier 1973 et du traité de Maastricht, et de poser, d'une manière concrète, la nécessité de s'inspirer de la première Internationale ouvrière pour se doter des moyens de mettre le système capitaliste hors d'état de nuire.

Bertrand KANBAN

SORTONS DE LA C.E.S. ! ...

La revue «Chronique internationale de l'IRES» (Institut de recherches économiques et sociales- n°131 de juillet 2011) consacre un long article à l'Europe intitulé *«Le Congrès d'Athènes de la CES: à la recherche d'une stratégie de défense du modèle social européen»* signé par Udo Rehfeldt.

On y apprend notamment, page 7, que:

«Pour ce qui concerne la France, on peut remarquer que Force ouvrière, qui était habituellement un grand amendeur, a adopté une tactique inverse à Athènes, ne présentant aucun amendement, se contentant de soutenir deux amendements présentés de façon unitaire par l'ensemble des cinq organisations françaises affiliées».

Et que: *«Un document programmatique central pour les quatre prochaines années, appelé «Le Manifeste d'Athènes», avait été préparé par le secrétariat et a été voté par le congrès sans possibilité d'amendement».*

Ainsi, à Athènes, nos représentants ont réalisé la totalité du travail subsidiaire dans le cadre du syndicat unique européen.

Désormais, il appartient à la confédération CGT-Force Ouvrière d'empêcher les tentations en sortant de la CES.

DANS L'AIR DU TEMPS : LES EXPERTS !...

«FO lance Forum, sa revue théorique» Extraits de Force ouvrière- hebdo n°3002 -12 octobre 2011.

VOIE À SUIVRE...

Après la résolution du CCN de la CGT-FO, réuni à Paris, les 13 et 14 octobre 2011, qui, d'emblée, *«s'inscrit dans l'ensemble des revendications des résolutions du XXIIème congrès confédéral à Montpellier (14 au 18 février 2011) qu'il reprend et défend»*, rappelons expressément celles concernant les retraites:
«Le congrès s'inscrit dans une démarche volontariste de reconquête sociale qui passe par le retour du droit à la retraite à 60 ans à taux plein et dans la perspective du retour aux 37,5 ans de cotisation en créant le rapport de force lorsque les conditions seront réunies» - (extrait de la résolution protection sociale).

Et, aujourd'hui, à la lumière de la déclaration du premier ministre FILLON qui avoue publiquement que la mise en cause de la retraite n'est pas un problème de génération mais un problème de «dette»...

TRIBUNE LIBRE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le 1er octobre s'est tenu à Paris un meeting internationaliste à l'appel du *Parti Ouvrier Indépendant.* Force est de constater que ce fut une réussite en terme de mobilisation et de la variété des intervenants venus de Grèce, du Portugal, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou de France. Voici quelques extraits significatifs des interventions.

Hélène Zografaké-Telemé, *membre de la commission exécutive de OLME, syndicat des enseignants du secondaire - Grèce:*

Le gouvernement et la troïka, en utilisant le spectre de la faillite, obligent la société à accepter le pillage fiscal, la liquidation des services, des infrastructures, de la richesse naturelle du pays, tout ce qui constitue le bien public et le droit social. Pour que, prétendument, soient payés les salaires et les retraites - qu'ils réduisent sans cesse - ils désignent les fonctionnaires comme la cause de la crise. Elles sont quotidiennes les déclarations calomnieuses des ministres contre les fonctionnaires. Au

même moment, et tandis que le chômage atteint un niveau sans précédent, le Premier ministre ne promet qu'un emploi pour chaque famille. La procédure de chômage technique (appelée «mise en réserve») et les licenciements dans le public, le travail au noir et non payé, la dévastation dans les PME, les exactions continuelles provoquent le choc et la peur.

***Alex Gordon,** président national de l'organisation syndicale des cheminots, ouvriers des transports maritimes et des transports (RMT) -Grande-Bretagne:*

Cela signifie mettre en échec la nouvelle offensive de l'eurodictature du pacte de stabilité et rejeter le «marché libre» néolibéral de l'Union européenne. L'Union Européenne n'est pas nécessaire. Pour le mouvement syndical et la classe ouvrière, l'alternative immédiate doit être de revendiquer le retrait de ce chaos libéral, de sortir de l'emprise des financiers et des banquiers, de refuser de les renflouer et de refuser absolument la politique de rigueur commune de l'Union européenne. Chers camarades, en anglais on dit: «The darkest hour is just before the daw »; en français: «L'heure la plus sombre se trouve juste avant le lever du soleil».

***Patrick Hébert,** militant syndicaliste - France :*

Combattre contre la classe ennemie, ce n'est déjà pas facile, mais, comme si cela n'était pas suffisant, la classe ouvrière se trouve confrontée à des obstacles dans ses propres rangs. Aujourd'hui en Europe, la Confédération européenne des syndicats (CES) accompagne totalement, comme l'a expliqué le camarade allemand, la politique de l'Union européenne. On a vu en Italie, comme en Espagne, comment les organisations syndicales ont signé avec le gouvernement et le patronat des pactes sociaux. En France, cela prend une forme un peu plus subtile mais, entre nous, cela ne trompe personne. Les organisations qui ont signé le communiqué honteux du 18 août se couchent Les dirigeants qui ont accepté cela acceptent d'accompagner la politique décidée par la troïka, par l'Union européenne et par le gouvernement en France, quelles que soient les simagrées qu'ils nous proposent aujourd'hui.

*Message de **Donna Dewitt** (à titre personnel), présidente de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, membre du groupe de coordination de la coalition Emergency Labor Network - Etats-Unis :*

L'immense majorité des Américains s'oppose à ces coupes qui ne sont absolument pas justifiées si on tient compte du fait qu'il y a beaucoup d'argent disponible pour financer ces programmes provenant d'autres sources, y compris si on met fin aux guerres contre l'Irak et l'Afghanistan, et si on rapatrie immédiatement l'argent de la guerre, si on fait payer aux grandes entreprises et aux riches leur juste part, si on s'attaque aux niches fiscales, si on met fin aux exonérations instaurées par Bush dont bénéficient les millionnaires et les milliardaires, si on fait sauter le plafonnement du programme Social Security et si on met en œuvre d'autres moyens qui ne s'attaquent pas aux moyens et bas salaires.

***Daniel Gluckstein,** secrétaire national du P.O.I. - France:*

La «dette» en France, comme en Grèce, comme dans tous les autres pays, n'est rien d'autre qu'une arme pour piller les richesses des nations, les disloquer, une amie entre les mains d'un capitalisme décomposé. Aider le peuple grec dans son combat contre les plans meurtriers, ce n'est pas seulement l'aider à chasser là-bas la troïka et ses représentants, c'est aider la classe ouvrière dans notre pays à combattre les plans meurtriers qui la menacent, à chasser ceux qui organisent ces plans de misère. Oui, c'est chasser ce gouvernement, sa politique, avec l'euro, l'Union européenne, la BCE et le FMI.

Paul Paternoga, responsable IG Metall, président du conseil d'entreprise de Humboldt-Wedag, membre de la direction régionale de la commission ouvrière (Afa) du SPD de Rhénanie-du-Nord-Wesphalie - Allemagne:

Il faut en finir avec la subvention des riches, en finir avec la troïka, l'Union européenne, la Banque centrale. Il faut la rupture avec l'Union européenne et ses institutions, et sur cette voie là, je suis persuadé que nos pays pourront se sortir de la crise. Mais cela nécessite que les organisations de la classe ouvrière, et d'abord les syndicats, dans notre pays et dans tous les pays, prennent leurs responsabilités et s'engagent à défendre le mandat qui leur a été donné. Ce mandat est très clair: ne défendez que nos intérêts, ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce but que nous sommes réunis aujourd'hui et nous allons poursuivre ce combat.

*Message de **Sami Tahri,** secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT - Tunisie:*

Nous avons ouvert pour tous les peuples arabes et bien plus, pour les peuples du monde entier, une nouvelle marche de la révolution, après une période de reflux, alors que les capitalistes célébraient la fin de l'histoire et la fin des idéologies. Nous ne prétendons pas avoir changé les moyens de production et leurs forces, mais nous avons ouvert la porte à un nouveau modèle qui s'inspire d'une vraie révolution.

Le constat est unanime, les peuples du monde entier subissent la dictature du capitalisme financier, de ce système qui, pour survivre à ses propres contradictions, est prêt à sacrifier la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation.

Partout, s'imposent les mêmes mesures imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne: politique de rigueur, coupes sombres dans les budgets sociaux, privatisations, licenciements...

Nous remarquons que certains dénoncent fort justement, la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale. Fort bien. Effectivement, un certain nombre d'apparatchiks tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Pourquoi dans ces conditions ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement ? Pourquoi ne pas condamner clairement le «syndicalisme rassemblé», «le mythe fasciste de l'unité»? Pourquoi ne pas dire clairement que le syndicalisme libre et indépendant dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin doit impérativement rompre avec la Confédération Européenne des Syndicats qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier?

Pour notre part, anarcho-syndicalistes, nous sommes tout disposés à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier aulhentique. Mais il faut que ce soit un débat libre et sans tabou où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Il nous semble par ailleurs que le cadre légitime d'un tel débat devrait être l'*Entente Internationale des Travailleurs*. La lutte des classes est dans une phase cruciale:

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

Christophe BITAUD

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à: ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP : 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HEBERT
Directeur: Christophe BITAUD